

Bulletin du FMI

GRUPE CONSULTATIF AFRICAÏN

Afrique: de l'espoir, mais aussi des défis, selon Mme Lagarde

Bulletin du FMI en ligne
22 avril 2012



M. Kuderwa (à droite), du Groupe consultatif africain, et Mme Lagarde, DG du FMI : les incertitudes des pays africains reflètent celles des économies avancées (photo FMI)

- Les économies africaines pourraient faire face à la flambée des cours du pétrole et des matières premières
- Des financements accrus pour les prêts concessionnels en faveur des pays à faible revenu
- Les dirigeants africains s'accordent sur des objectifs de croissance et d'emploi à moyen terme

En quête de progrès supplémentaires, l'Afrique est également confrontée à des défis et pourrait subir plusieurs chocs, a déclaré la Directrice générale du FMI.

Lors d'une conférence de presse tenue à Washington, Christine Lagarde a indiqué que sa prochaine priorité consistera à mobiliser des ressources accrues pour financer les prêts à faible taux d'intérêt en faveur des pays à faible revenu.

La conférence de presse faisait suite à une réunion du Groupe consultatif africain, créé en 2007 pour améliorer le dialogue de politique économique entre le FMI et ses États membres africains. Selon M^{me} Lagarde, le FMI prévoit pour l'ensemble du continent une croissance de 4 % en 2012 et 2013, et celle des pays à faible revenu devrait atteindre 5 % sur la même période.

« J'ai évoqué il y a quelques jours des [nuages sombres qui se profilent à l'horizon](#) ; mais pour l'Afrique, l'avenir est également porteur d'espoir », a déclaré M^{me} Lagarde.

Des chocs éventuels

Selon M^{me} Lagarde, le Groupe a examiné les chocs susceptibles d'affecter les économies africaines, y compris le renchérissement du pétrole et la volatilité des cours des matières premières ainsi que la résurgence de la crise dans la zone euro. À l'évidence, ces chocs plomberaient la croissance, la demande, l'aide extérieure et les envois de fonds.

« Nous avons conclu que les pays ayant suffisamment de réserves et d'espace budgétaire devraient être en mesure de relâcher leurs politiques macroéconomiques pour étayer la demande. Ceux qui ne disposent pas d'une telle latitude devront renforcer leurs positions et, au besoin, rechercher des financements extérieurs », a déclaré M^{me} Lagarde.

S'agissant des concours supplémentaires du FMI aux pays d'Afrique, la Directrice générale a indiqué qu'elle s'emploie aussi à mobiliser des ressources — les pays membres ayant promis plus de 430 milliards de dollars pour accroître la capacité totale de crédit de l'institution — en vue de reconstituer le [Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance](#). Les ressources de ce fonds servent à financer des prêts à faible taux d'intérêt en faveur des pays à faible revenu. Les États membres avaient convenu d'y reverser une partie des bénéfices des ventes d'or récentes et doivent maintenant parachever le processus.

« Nous avons besoin d'un surcroît de ressources dans ce fonds pour financer les prêts concessionnels aux pays à faible revenu, a déclaré M^{me} Lagarde. Tel sera mon objectif au cours des prochains mois : reconstituer le fonds, mobiliser plus de donateurs et plus de ressources. Certains pays ont manifesté de l'intérêt et nous nous en réjouissons. »

Pour sa part, le Président par intérim du Groupe consultatif africain a indiqué aux journalistes que les incertitudes des pays africains reflètent essentiellement celles des économies avancées et la flambée des cours mondiaux du pétrole.

Résilience des économies africaines

Selon Ntahwa Kuderwa, l'Afrique a résisté jusqu'ici aux répercussions de la crise des économies avancées. « Mais les économies africaines pourraient en pâtir si elles ne sont pas suffisamment préparées à affronter des chocs comme la sécheresse au Sahel et le ralentissement des économies émergentes. »

Plusieurs pays africains auront besoin d'aide extérieure s'ils sont confrontés à des chocs graves, d'où l'importance d'accroître les ressources du FMI afin qu'il puisse assister tous ses membres, a ajouté M. Kuderwa.

Le Groupe consultatif a fait la [déclaration](#) suivante : « Les dirigeants africains ont convenu que, à moyen terme, des améliorations du climat des affaires, du marché du travail, de la gouvernance et de la fourniture de services publics seraient nécessaires pour générer une croissance soutenue, de l'emploi et réduire les inégalités de revenu ».

Cette déclaration fait écho à celle des ministres africains des finances qui ont affirmé, lors d'une conférence tenue à Washington le 21 avril, que [l'amélioration du climat des affaires en Afrique](#) pourrait atténuer l'impact des crises mondiales sur le continent.